



PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Hussam Abou Safiya, symbole du corps soignant martyrisé à Gaza

Depuis le début de la guerre génocidaire à Gaza, Israël a procédé à des arrestations massives de civils palestiniens. Parmi eux, de nombreux médecins, dont Hussam Abou Safiya, emblème du corps soignant martyrisé. Son avocate, sa famille et les ONG de défense des droits humains craignent pour sa vie.

Rachida El Azzouzi - 6 septembre 2025 à 17h19

Deux images. La première est devenue iconique. Elle remonte à la fin de l'année 2024. Dans les ruines de Gaza, un médecin avance, de dos, dans sa blouse blanche, vers les chars et les soldats israéliens qui vont procéder à son arrestation. La seconde photographie a été prise quelques semaines plus tard. Le même homme apparaît menotté, émacié, dans un univers carcéral quadrillé par des militaires israéliens.

Il s'appelle Hussam Abou Safiya et il est devenu le symbole du corps soignant martyrisé à Gaza, ciblé par l'armée israélienne. Tout comme l'enfant Hind Rajab, au cœur d'un film de la réalisatrice tunisienne Kaouther Ben Hania, qui vient de provoquer une immense émotion au festival de cinéma de la Mostra de Venise, en Italie, est devenue l'emblème de l'enfance massacrée.

Directeur de l'hôpital Kamal-Adwan, dernier établissement de santé alors encore fonctionnel dans le nord de Gaza, pédiatre de formation, Hussam Abou Safiya, 51 ans, croupit en prison depuis son arrestation le 27 décembre 2024. Comme des dizaines de médecins, infirmiers et infirmières, employé·es de santé, emprisonné·es sans inculpation ni procès, ainsi que des milliers d'autres civils.

L'inquiétude est à son comble, concernant Hussam Abou Safiya. D'abord détenu à Sde Teiman, une base militaire dans le désert du Néguev, au sud d'Israël, symbole des

tortures infligées à des centaines de Palestiniens de Gaza depuis le 7-October, le médecin a été transféré début janvier 2025 à la prison d'Ofer, à Ramallah, en Cisjordanie occupée. Il est soupçonné d'« *implication dans des activités terroristes* » par les autorités israéliennes, sans que celles-ci aient fourni à ce jour la moindre preuve.



Hussam Abou Safiya (au centre), avec une délégation de l'Unicef à l'hôpital Kamal-Adwan, à Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza, le 17 septembre 2024. © Photo Hassan Zaanin / Anadolu via AFP

Hussam Abou Safiya n'a eu accès à un avocat que plusieurs semaines après son arrestation. L'avocate Gheed Qassem a fini par pouvoir lui rendre visite à quelques reprises. Elle est ressortie à chaque fois sous le choc et a décrit des conditions de détention « *inhumaines* », des violences continues, des privations de nourriture, de soins médicaux, d'hygiène.

Elle décrit un homme brisé, sévèrement battu, amaigri, contraint de rester dans une tenue d'hiver en plein été, qui ne survit qu'avec deux cuillères de riz par jour, livré à toutes sortes de maladies de peau telle la gale, et dépourvu de tout traitement médicamenteux, notamment pour soigner son hypertension artérielle chronique. L'avocate, qui a rendu visite à plus d'une centaine d'autres détenus gazaouis, assure que plusieurs d'entre eux lui ont confié avoir subi des viols de la part de leurs geôliers, qui ont introduit des bâtons dans leur anus.

Elias, un des fils de Hussam Abou Safiya, témoigne auprès de Mediapart de l'angoisse et de la douleur

« *indescriptibles* » qui assaillent sa famille depuis l’incarcération de son père. Ils craignent pour sa vie, tout comme les ONG de défense de droits humains, à l’image d’Amnesty International, pour laquelle le sort du médecin reflète « *les attaques systématiques d’Israël contre les professionnel·les de la santé palestinien·nes et l’anéantissement du système de santé à Gaza, destinés à imposer des conditions de vie conçues pour entraîner la destruction physique des Palestiniens et Palestiniennes* ».

Comme Hussam Abou Safiya, ces hommes et femmes sont détenus sous le statut de « *combattants illégaux* », une législation abusive qui permet à Israël d’emprisonner des personnes indéfiniment, s’il existe des « *motifs raisonnables* » de croire qu’elles ont participé à des « *activités hostiles contre l’État d’Israël* » ou qu’elles sont membres d’un groupe qui a participé à des « *activités hostiles contre l’État d’Israël* ». Ainsi, Israël peut contourner les protections prévues par le droit international en assimilant systématiquement des civils à des terroristes.

L’enquête, publiée le 4 septembre, par le magazine israélo-palestinien +972, le journal hébreu Local Call et le quotidien britannique *The Guardian*, qui s’appuie sur les données de l’armée israélienne, révèle ainsi que les trois quarts des Palestinien·nes de Gaza arrêtés par Israël depuis le 7-October sont des civils.

Parmi eux, plus d’une centaine de membres du personnel médical de Gaza, arrêtés, souvent en pleine mission, alors qu’ils s’occupaient de leurs patient·es, à l’instar du D^r Hussam Abou Safiya. Jusqu’au bout, malgré les bombardements et sa blessure à la jambe gauche à la suite de l’explosion d’une bombe le visant, lâchée depuis un drone quadricoptère, il a maintenu l’hôpital Kamal-Adwan en service, fournissant des soins malgré le manque de tout, de médicaments, d’oxygène.

Des violences minutieusement documentées

Dans un rapport accablant publié en février, cité dans l’enquête, l’ONG Physicians for Human Rights Israel (PHRI, Médecins pour les droits humains Israël) donne à voir l’ampleur des abus et des actes de torture qu’ils et elles subissent derrière les barreaux.

Un chirurgien de l’hôpital Nasser de Khan Younès décrit comment les soldats « *s’asseyaient sur eux, leur donnaient des coups de pied et les frappaient à coups de crosse de fusil* ». Un autre, de l’hôpital indonésien, raconte comment ils ont été sauvagement roués de coups de matraque et électrocutés. Un autre déclare avoir été battu jusqu’à ce que ses côtes soient brisées.

Dans les mémoires également, le sort du D^r Adnan al-Bursh, chef du service d’orthopédie d’Al-Shifa, plus grand hôpital de l’enclave, situé dans la ville de Gaza : ce chirurgien de premier plan a, selon sa famille, été torturé à mort en 2024, dans la prison d’Ofer où il avait été jeté en décembre 2023. Ou encore le sort d’Iyad al-Rantisi, directeur d’un hôpital pour femmes à Gaza, mort lui aussi en 2024, dans un centre d’interrogatoire du Shin Bet, le service de renseignement israélien.

La famille du D^r Hussam Abou Safiya s’est réfugiée après l’arrestation du médecin et l’évacuation violente de l’hôpital Kamal-Adwan dans la ville de Gaza, au nord, cœur battant de l’enclave où désormais le déluge de feu israélien s’intensifie de jour en jour et a déjà provoqué plusieurs dizaines de morts.

Israël entend vider la plus grande ville de l’enclave, qui compte un million d’habitant·es selon l’ONU, d’ici au 1^{er} octobre, sans cacher ses objectifs : occuper militairement tout le territoire, où l’état de famine a été déclaré, et en expulser la population palestinienne.

La tour Makka, l’une des plus grandes tours résidentielles de la ville, à l’ouest, avec ses seize étages, a été détruite vendredi 5 septembre. L’effacement d’un quartier entier en une explosion. Samedi 6 septembre, au matin, l’armée israélienne a appelé les habitant·es de la ville de Gaza à évacuer d’urgence avant un assaut terrestre majeur. Elle leur demande de se rendre vers Al-Mawasi, à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, déjà surpeuplé de déplacé·es, déclarée comme une « *zone humanitaire* » par Israël, alors que plus aucun lieu n’est sûr dans l’enclave dévastée.

Rachida El Azzouzi

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau